

Le député de Saskatoon-Humboldt (M. Lang) s'est vu confier la tâche, mais, comme il est titulaire de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, la Commission du blé est toujours reléguée au second rang. C'est ainsi que le gouvernement l'a toujours traitée depuis qu'il est au pouvoir. Le député d'Assiniboia croit que si les cultivateurs étaient sûrs d'avoir des débouchés, ils cultiveraient les céréales. Ce fut là une brillante déclaration, mais il a omis de nous parler des négociations de l'Arrangement international sur les céréales qui ont échoué la semaine dernière. Le gouvernement canadien a refusé d'appuyer ses cultivateurs et il l'a refusé depuis l'époque de l'Accord international sur le blé et depuis le premier Arrangement international sur les céréales. Aucun autre pays ne refuse d'appuyer ses producteurs céréaliers—aucun, sauf celui du Canada, qu'il soit libéral ou tory.

Monsieur l'Orateur, ceux qui ont représenté le Canada aux négociations de l'Arrangement international sur les céréales, à Genève, ont été trahis par leur propre gouvernement. Leur propre gouvernement a refusé de les appuyer de la puissance et de la richesse du pays. Si on nous fait de la concurrence déloyale sur le marché des céréales, le Canada a de bons atouts pour riposter, mais on refuse de s'en servir. On a encore trahi les agriculteurs, en l'occurrence, les producteurs de céréales. Les propositions dont le ministre nous saisit maintenant et la politique suivie par le gouvernement sont les causes de ce qui se passe au Canada depuis 25 ans.

Je n'essaie pas de faire du sentiment là-dessus. Les fermes d'un quart de section et d'une demi-section de ma circonscription sont très efficaces, et survivent mieux que certaines fermes de deux sections, mais l'élimination de dizaines de milliers de fermes familiales, ou de familles agricoles, comme vous voudrez, a forcé des milliers de gens à émigrer vers les villes du Canada et a coûté à notre pays beaucoup plus cher que ce qu'il en aurait coûté pour permettre à ces gens de suivre un programme agricole économique et viable et de gagner assez pour avoir un niveau de vie convenable.

Personne n'a jamais calculé le prix de l'envers de la médaille. Même si elles ne comptaient pas un seul habitant de plus, il faudrait dix ans à toutes les principales villes du Canada pour régler leurs problèmes actuels de pollution, de logement, d'éducation, etc. Nous continuons cependant à forcer plus de gens à aller s'y installer. Nous pourrions considérer les villes et les villages du Canada rural qui ont des rues, des trottoirs, des aqueducs, des réseaux électriques, des salles de curling, des centres communautaires et ainsi de suite, et cependant le gouvernement demande à ces gens d'abandonner tout cela. Voilà comment le gouvernement actuel nous divise. Les propositions qu'on formule ne valent rien. A mon avis, la motion à l'étude est parfaitement valable et mérite l'appui des députés qui, de part et d'autre de la Chambre, représentent des circonscriptions rurales.

[Français]

M. Herb Breau (Gloucester): Monsieur l'Orateur, j'ai le plaisir de prendre la parole sur cette motion de l'opposition, parce qu'elle traite d'économie, de chômage, de l'exode des régions rurales du Canada et des problèmes qui s'y posent. Cela me touche beaucoup, parce que je représente une circonscription presque entièrement rurale.

[M. Benjamin.]

J'ai écouté une partie des discours prononcés aujourd'hui; plus particulièrement, j'ai écouté avec attention les députés de l'opposition, et je m'attendais à y trouver de bonnes idées en vue de solutionner les problèmes. Mais, comme toujours, il n'y avait pas grand-chose d'«éveillant» dans leurs propos, qu'il s'agisse d'économie ou de développement régional.

L'honorable député de Moose-Jaw (M. Skoberg) n'a pas à s'en faire, parce que je respecte un peu plus les «back-benchers» du Nouveau parti démocratique et du Ralliement créditiste que je ne respecte les députés de l'opposition officielle. Au moins, ce que ceux-là disent, ils le disent avec conviction, tandis que chez les députés de l'opposition officielle, c'est la confusion, à moins qu'ils ne veuillent sciemment induire le peuple canadien en erreur.

Au fait, l'opposition s'élève contre chaque budget destiné à mater le chômage et à corriger l'économie, prêche continuellement que le malaise économique actuel est uniquement attribuable au gouvernement, que c'est sa seule responsabilité et que c'est lui qui est à blâmer pour les disparités régionales.

Mais il est très clair—et n'importe quel économiste serait d'accord sur ce point—que ce qui suit normalement une période de croissance constante, dans n'importe quel pays avec un système économique comme le nôtre, c'est une période d'inflation et de croissance économique réduite plutôt qu'une période de récession. Maintenant, lorsque je dis que je respecte un peu plus les députés du Nouveau parti démocratique, c'est que certains d'entre eux—et les créditistes—prêchent la théorie socialiste. Ils prétendent qu'ils exerceraient un contrôle plus serré sur la croissance économique d'année en année et contrôlèrent le chômage. Pourtant les chefs de ces partis—je parle des chefs, parce que présentement il y en a un, deux, peut-être trois—ont peur présentement de parler de socialisme, car ils veulent conserver leurs sièges aux prochaines élections.

Maintenant, je comprends pourquoi le chef du Nouveau parti démocratique, son adjoint et leur critique financier ne veulent pas trop avouer qu'ils sont socialistes, c'est tout simplement en vue de s'assurer des votes. Ils savent très bien que la théorie socialiste ne serait pas acceptée, et bien que je ne sois pas d'accord avec eux, je respecte leurs opinions. Je respecte l'opinion à l'effet que, dans un système socialiste, on pourrait mieux contrôler l'économie. Mais nous ne sommes pas dans un pays qui pourrait s'adapter à un tel système. De toute façon, il s'agit d'arguments pour un autre débat.

L'opposition officielle, par l'entremise du député de Saint-Jean-Est (M. McGrath), se plaisait à jeter le blâme, relativement au marasme économique, entièrement sur le gouvernement. Il se faisait un plaisir de dire que les membres du cabinet n'étaient pas présents à la Chambre ce soir. Or, s'il fallait que les ministres perdent leur temps à écouter de tels propos, le pays serait en danger.

Ce n'est pas seulement au Canada que l'inflation et le chômage existent. Le taux du produit national brut, en dollars, au Canada et aux États-Unis, était à peu près comparable, du moins jusqu'à 1960-1965. Maintenant, notre taux est un peu inférieur à celui des Américains.